

Réassurance/Société gabonaise commerciale de réassurance (SCG-Ré)

Son capital passera à 10 milliards d'ici 4 ans

I.M'B

Libreville / Gabon

D'ICI 2022, la Société gabonaise commerciale de réassurance, SCG Ré, pourrait doubler son capital. « Notre capital social va passer de 5 à 10 milliards de francs, d'ici à 4 ans », a déclaré Andrew Godwock, l'administrateur-directeur général de cette compagnie. En 2012, la société SCG Ré a été

fondée avec un capital de 2 milliards. Lequel est passé à 5 milliards en 2014.

Deux facteurs expliquent cette augmentation du capital. D'une part, les contraintes réglementaires du régulateur qu'est la Conférence inter africaine des marchés des assurances (Cima), sur le marché des assurances et, d'autre part, la stratégie interne de croissance impulsée par le conseil d'admini-



Photo : D.R.

Crépin Andrew Godwock, A-DG de la SCG-Ré.

nistration de cette société de réassurance. Déjà, ses performances financières attirent des nombreux investisseurs, nationaux et internationaux. En 2015 et 2016, la rentabilité était respectivement de 15 % et 11 %. « A ce titre, nous intéressons de plus en plus les grands groupes internationaux, qui souhaitent s'associer à l'État gabonais et sociétés d'assurance gabonaises pour renforcer les fonds pro-

pres de notre société », a-t-il ajouté. Pour cet administrateur, qui pense que les risques africains doivent être assurés, réassurés et rétrocédés en Afrique, la stratégie de croissance de l'entreprise SCG Ré va s'appuyer sur les valeurs africaines faites de proximité, de complémentarité, de réassurance à moindre coût, et patriotique payée par des assurés africains.

Projet de développement et d'investissement agricole au Gabon

Un système d'informations sur les marchés rendu public

Line R. ALOMO

Libreville/Gabon

L'Institut gabonais d'appui au développement (Igad) a restitué, le 28 décembre 2017, les travaux relatifs au système d'information sur les marchés. C'était en présence du gouverneur de l'Estuaire, Diderot Moutsinga Kebila, du ministre délégué à l'Agriculture, Patricia Taye, ainsi que du directeur de l'Igad.

Parmi les activités à conduire dans le cadre du Projet de développement et d'investissement agricole au Gabon (Prodiag), il y avait le développement d'un système d'information sur les marchés (Sim). Déployé au départ dans trois communes de l'Estuaire, il a

ensuite été étendu aux chefs-lieux des huit autres provinces. Son objectif : produire des indicateurs économiques de marchés nécessaires pour orienter le Prodiag. Mieux, les données ainsi récoltées permettaient de structurer les professions agricoles, au travers de la mise à disposition d'informations sur l'évolution des prix, quantités et provenance des produits agricoles sur les marchés urbains et périurbains. Des statistiques qui autorisent une plus grande compréhension de la situation au niveau des chaînes de valeurs. Démarré en 2005, le Sim fait partie intégrante du Projet d'appui au développement de l'agriculture périurbaine



Photo : L.R.A.

Mme Patricia Taye (c), ministre délégué à l'Agriculture, a présidé l'atelier.

(Padap). Il s'avère être un outil de conseil et d'appui pour les producteurs agricoles qui peuvent s'en servir pour mesurer les impacts sur le marché des opérations d'appui dans les zones précises. De plus, il est surtout un outil d'aide à la décision, susceptible d'orienter les choix, à tous les niveaux, pour le développement des filières agricoles. Ce sont les résultats recen-

sés dans ce Système d'informations qui ont fait l'objet de restitution, le 28 décembre 2017 à l'auditorium du ministère de la Forêt par l'Institut gabonais d'appui au développement (Igad). Dévoilant ainsi une base de plus de 200 000 données, collectées dans 26 marchés réparties sur l'ensemble du territoire national. « Pour le cas spécifique de l'Estuaire,

les relevés réalisés couvrent 11 années complètes et permettent de dresser des courbes normales d'une précision relativement grande », souligne un responsable technique de l'Igad. Au cours de l'année 2016, à la suite de difficultés financières traversées par le projet, le dispositif a très fortement été perturbé. Les activités de collectes périodiques des données se sont arrêtées dans les chefs-lieux de provinces en juin, pour se concentrer dans l'Estuaire, avec l'objectif de boucler l'année. En décembre 2016, le dispositif a été arrêté sur l'ensemble du pays. Mais Mme Patricia Taye encourage l'Igad à relancer cette activité, voire l'amé-

liorer dans le cadre des interventions futures. À l'Igad, on n'en pense pas moins. « Au regard des objectifs poursuivis, le Sim est un outil dont l'intérêt s'étend au-delà des projets conduits par l'Igad et pour lequel une réflexion intéressante pourrait être amorcée, à la fois pour sa pérennisation, mais également pour une extension des activités, en visant une couverture nationale plus importante (puisque le suivi des indicateurs se limite actuellement à Libreville et dans les chefs-lieux de provinces). Dans la réflexion, plusieurs autres aspects peuvent éventuellement être abordés », estime-t-on à l'Igad.

Petit angle

Le Prodiag a-t-il atteint ses objectifs ?

L.R.A.

Libreville/Gabon

PETIT rappel historique. En sa session du 10 juillet 2008, le Conseil des ministres adoptait le Projet de développement et d'investissement agricole au Gabon, en abrégé Prodiag. En remplacement du Projet d'appui au développement de l'agriculture périurbaine (Padap) qui

avait atteint, voire dépassé, dit-on, les objectifs assignés. Le Prodiag se voulait donc le prolongement des acquis de ce premier projet. Il lui revenait de promouvoir désormais une agriculture entrepreneuriale, performante et respectueuse de l'environnement. En termes de résultats, on attendait un millier d'exploitations agricoles à installer, 3200 emplois directs et indi-

rects à créer, 13600 tonnes de denrées alimentaires à produire par an, et 3,5 milliards de francs de chiffre d'affaires à générer sur la même période. En octobre 2011, ce nouveau projet va démarrer ses activités. Au 31 septembre 2017, le Prodiag livre ses résultats. Conclusion : 813 exploitations vivrières créées, cumulant une superficie globale de 740 hectares pour une production annuelle de 12

477 tonnes de produits agricoles. Pour un chiffre d'affaires estimé à 4,7 milliards de francs. Pour ne prendre que la branche légume, on y dénombre 112 exploitations maraîchères créées, auxquelles il faut ajouter les 112 des anciens périmètres qui continuent de bénéficier des appuis et encadrements du Prodiag. Il en résulte une surface cumulée en production de 43,5 hectares par an, soit

1 065 tonnes de production légumière pour un chiffre d'affaires généré de 544 millions de francs. Au sujet de la production animale, le Prodiag termine sur 31 élevages créés (18 de poules et 13 de porcs) et 4 autres élevages en cours de création. A cela, il faut ajouter d'anciens périmètres et indépendants qui continuent à bénéficier de l'encadrement du projet. Le Prodiag comptabilise

27 ateliers de production de matériel végétal de qualité, via la technique Pif (plants issus de fragments de tige), 39 ateliers de transformation de manioc en pâte. En matière de formation, 3006 bénéficiaires des formations aux métiers agricoles. La dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur est-elle résolue ? Pas si sûr ! Mais ces résultats méritent d'être relevés.

Passation de charges à l'Ista

Senoussi Mahadie Outhman Issa en fonction

AEE

Libreville/Gabon

SENOUSSI Mahadie Outhman Issa, de nationalité tchadienne, est la nouvelle directrice générale de l'Institut sous-régional multi-sectoriel de technologie appliquée, de planification et d'évaluation des projets

(Ista). Elle a été installée, officiellement, dans ses fonctions, le 28 décembre 2017, par le représentant du président de la Commission de la communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac), Simon Ndjambi Mouele. En présence du secrétaire général du ministère de l'Économie, Jean Frédéric Ndong Ondo.



Photo : AEE

Les nouveaux responsables de l'Ista et quelques officiels au terme de la cérémonie de passation de charges.

La nouvelle directrice générale remplace à ce poste M. Pablo Bee Toung Mba, Équato-guinéen, qui y a servi pendant cinq ans. Ce dernier s'est d'ailleurs satisfait de son bilan à la tête de cette institution au sein de laquelle il a apporté plusieurs réformes. La nouvelle directrice générale entend poursuivre cet élan de réformes, pour

faire de l'Ista une école de référence dans la sous-région. Notons que la nouvelle directrice générale sera secondée par Évariste Evane, de nationalité camerounaise. Nommé en même temps que la nouvelle directrice générale, il remplace à ce poste le Tchadien Ndjintamnan Panningar.